



En hausse

L'emploi des cadres

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) prévoit, pour cette année, le recrutement de 169 000 à 181 000 cadres, soit une hausse de 3 % à 10 % par rapport à 2010.



En baisse

La Roumanie

Le produit intérieur brut du pays s'est encore contracté de 1,2 % en 2010, après un recul de 7,1 % en 2009. Ce chiffre est toutefois meilleur que les prévisions du gouvernement.

Les cours du jour (16/02/11, 09h58)

Euro 1 euro : 1,3510 dollar (achat)

Or Once d'or : 1372,75 dollars

Pétrole Light sweet crude : 84,85 dollars

Taux d'intérêt France : 3,586 (à dix ans)

Taux d'intérêt Etats-Unis : 3,485 (à dix ans)

Sanofi-Aventis rachète Genzyme au prix fort

Pour 20,1 milliards de dollars, le laboratoire français acquiert un savoir-faire qui lui manquait en biotechnologie

Les multiples résistances de Genzyme à une offre de rachat formulée par Sanofi-Aventis dès le mois d'août 2010, auront finalement payé. Le laboratoire pharmaceutique français, qui proposait initialement 69 dollars par action de l'entreprise de biotechnologie américaine, a dû revoir ce montant à la hausse : Genzyme a finalement accepté, mercredi 16 février, une nouvelle offre de 74 dollars par action, ce qui valorise la biotech à 20,1 milliards de dollars (14,8 milliards d'euros) au lieu de 18,5 milliards de dollars.

En plus du paiement en numéraire, chaque actionnaire de Genzyme recevra un « *Contingent Value Right* » (certificat de valeur conditionnelle ou CVR) pour chaque action détenue, soit un titre au porteur qui donne droit à des paiements additionnels en cas d'autorisation de mise sur le marché du Lemtrada, un anticorps monoclonal en cours de développement contre la sclérose en plaques.

Ce CVR se valorisera aussi en fonction de la performance commerciale du Lemtrada et de la capacité de certaines usines de Genzyme à produire un nombre suffisant de boîtes de deux médicaments, le Cerezyme (maladie de Gaucher) et le Fabrazyme (maladie de Fabry). Même si les problèmes de contamination qui affectaient les chaînes de production de Genzyme semblent réglés, c'est Sanofi-Aventis qui paie le prix du redémarrage.

Le montant potentiel de ces paiements additionnels – ils ne s'éteindront qu'en 2020 – n'est pas indiqué par le communiqué, mais compte tenu du fait que plus de 272 millions de titres Genzyme sont aujourd'hui en circulation, la facture pourrait s'accroître de plusieurs centaines de millions de dollars lors des prochaines années.



Un laboratoire de l'entreprise de biotechnologie Genzyme situé en Rhône-Alpes. PATRICK ALLARD/REA

Sanofi-Aventis a-t-il payé sa proie trop cher ? Cette acquisition se situe dans la tranche haute des offres publiques d'achat (OPA) lancées ces dernières années par de grands laboratoires sur des entreprises de biotechnologies. La moyenne des transactions tourne autour d'un surplus de 30 % par rapport au dernier cours de Bour-

se. L'offre de Sanofi-Aventis représente, elle, un supplément de valorisation supérieur à 40 %. Seul le laboratoire anglo-suédois AstraZeneca avait fait davantage, en rachetant MedImmune en 2007 à un prix plus de 50 % supérieur à son cours de Bourse.

La réponse à la question d'un surpris éventuel dépendra en réalité de la qualité de l'intégration. Un comité va être créé pour piloter la

fusion de Genzyme et Sanofi-Aventis. Il sera coprésidé par Christopher Viehbacher, directeur général de Sanofi-Aventis, mais aussi – et c'est un point important – par Henri Termeeer, qui quitte ses fonctions de PDG de Genzyme. Le laboratoire français sait qu'en matière d'acquisition de biotech, il ne faut pas se borner à s'emparer des produits existants de Genzyme pour réduire l'impact des génériques

sur ses ventes actuelles. Quand un grand laboratoire guigne une biotech, c'est aussi et surtout un savoir-faire qu'elle cherche à acquérir. Un échec à ce niveau obligerait Sanofi-Aventis à lancer une autre OPA à 20 milliards de dollars dans quatre ou cinq ans.

M. Viehbacher le sait si bien qu'il semble avoir choisi la voie d'une fertilisation croisée. Genzyme gardera donc son autonomie

pour ses activités de recherche dans les maladies rares. « *Sanofi-Aventis a l'intention de faire de Genzyme son centre mondial d'excellence pour les maladies rares et l'acquisition va renforcer l'engagement de Sanofi-Aventis dans la région de Boston, où la société dispose déjà d'une présence importante* », indique le communiqué commun. Les chercheurs du groupe américain, qui font la richesse de tout laboratoire, sont donc informés qu'ils garderont leur autonomie, que Genzyme conservera « *sa marque propre* » et qu'en sus, leur influence s'étendra aux activités de Sanofi-Aventis à Boston.

La matière grise est décisive
En revanche, les recherches menées par Genzyme « *dans les domaines des maladies rénales-endocrinologie, de l'hématologie-oncologie et de la biochimie* », domaines plus classiques de la recherche pharmaceutique, pourraient être progressivement intégrées aux équipes de Sanofi-Aventis car elles sont « *complémentaires de ses activités actuelles* ».

La présence de M. Termeeer dans le comité de pilotage et l'énergie que mettra ce leader charismatique à rassurer ses équipes américaines et à les convaincre de demeurer en place sera donc déterminant pour la réussite de l'OPA. Dans ce secteur délicat de la pharmacie où la matière grise est décisive, ce n'est pas le tout de réussir une acquisition, c'est l'intégration le problème.

M. Viehbacher est certes le vainqueur de l'OPA, qu'il a lancé sur plus petit que lui. Mais c'est lui qui a besoin de Genzyme plus que le contraire. ■

Yves Mamou

Sentir bon, un must pour les Françaises

En 2010, les flacons de parfum se sont vendus comme des petits pains en France, selon la société d'étude NPD Group. Même si le Père Noël s'est révélé un peu chiche en fin d'année, les ventes de fragrances ont augmenté en France de 2 % par rapport à 2009, à 1,85 milliard d'euros. C'est une spécificité française : deux tiers des ventes du marché de la beauté viennent du parfum. Aux Etats-Unis, celui-ci ne compte que pour 30 %.

Les Françaises raffolent de ces senteurs exquises et s'en aspergent près de deux fois plus de que les messieurs. Elles ont des goûts très classiques : une fois de plus, les parfums les plus achetés ont été l'Adore (Dior) et Chanel N° 5 dans un mouchoir de poche, puis Angel (Thierry Mugler), Coco Mademoiselle (Chanel) et Flower by Kenzo. Les hommes ont craqué pour des jus très affirmés, en portant sur le podium le matamore One Million (Paco Rabanne), qui a

détrôné Le Mâle (Gaultier) et le plus discret Eau Sauvage (Dior).

Chaque pays entretient une histoire d'amour différente avec les parfums. Les plus vendus y sont rarement les mêmes. Au Japon, il n'a souvent qu'une fonction de cadeau ; il est peu porté. Murakami Ryû, dans son cruel roman *Love & Pop* (éditions Philippe Picquier, 2009), écrit des pages entières de liturgies de marques de parfum. Elles font rêver des lycéennes libertines, qui n'en portent pourtant pas. L'une des héroïnes, Takimori Chieko, raconte ainsi : « *Aucune n'avait jamais acheté de parfum en se disant que c'était celui qui lui convenait le mieux. On n'a aucune raison de le savoir. Parce que ce n'est pas nous qui sentons cette odeur, mais les autres.* »

Succès du vernis

Toutefois, les Japonaises et les Coréennes battent à plate couture les Françaises dans l'utilisation des crèmes de soin. Selon L'Oréal, ces dernières se servent de neuf à douze produits pour « *leur routine de beauté matinale* ».

En France, le marché du soin a reçu un coup de fouet (+ 2 %, selon NPD, à 573 millions d'euros) grâce aux produits anti-âge. Pour se donner bonne mine, les Françaises n'ont pas lésiné sur le maquillage (+ 5 %, à 416 millions d'euros). Plus encore que les rouges à lèvres, les vernis à ongles ont connu une croissance spectaculaire de 42 %. L'étude ne dit pas s'ils sont plus utilisés pour les mains ou les pieds. ■

Nicole Vulser

La Société générale tourne peu à peu la page de la crise financière

La banque a annoncé des bénéfices multipliés par six pour 2010

C'est sous le signe du rebond que la Société générale commence l'année. « *Les effets de la crise s'estompent progressivement* », nous affirme son patron, Frédéric Oudéa. Pour preuve, la bonne remontée des comptes de l'établissement pour l'exercice 2010, présentés mercredi 16 février : un résultat net de 3,9 milliards d'euros – presque six fois supérieur aux gains enregistrés en 2009 – et un chiffre d'affaires en progression de 21 %, à 26,4 milliards d'euros. « *C'est clairement une tendance de fond* », souligne M. Oudéa, récusant l'idée que ces chiffres reluisants ne seraient dus qu'au contraste avec l'année précédente, bien plus morose.

Le tournant, la Société générale a déjà voulu l'opérer en recentrant ses activités sur trois piliers : banque de détail en France et à l'international et, par ailleurs, banque de financement et d'investissement (BFI). Depuis l'affaire Kerviel, ce trader dont la fraude avait fait perdre près de 5 milliards d'euros à l'établissement en 2008, le groupe tente de se départir de son image de banque « casino » et veut se rapprocher de ses clients.

La Générale a continué son développement à l'international. Malgré un environnement non dénué de secousses dans ce secteur, notamment à la fin du quatrième trimestre 2010, le groupe a su tirer son épingle du jeu.

Les soulèvements politiques au Maghreb et en Egypte – où la Société générale est la première banque française avec sa filiale NSGB – ne remettent pas en question la stratégie de développement du groupe à l'étranger, où la banque part à la recherche de relais de croissance. « *Il n'y a aujourd'hui aucun impact significatif identifié* » de ces mouvements politiques sur les comptes de la banque, affirme M. Oudéa. « *Si ce n'est pas une goutte d'eau, cela reste un verre d'eau* », résume Christophe Nijdam, analyste chez Alpha Value.

Rosbank se redresse

Autre motif de satisfaction, toujours à l'international : la filiale russe Rosbank redresse la pente et dégage des profits au quatrième trimestre 2010, « *comme on s'y était engagé* », note M. Oudéa. L'activité de la Générale en Russie a contribué pour 13 millions d'euros au résultat net du quatrième trimestre, après quelques années difficiles qui avaient conduit la banque à provisionner pour parer à d'éventuels défauts de paiement.

La crise semble aussi s'être éloignée de la banque de financement et d'investissement, longtemps fleuron de l'établissement bancaire mais qui avait pâti du scandale de l'affaire Kerviel et de l'instabilité des marchés financiers. Elle enregistre un résultat de 7,8 milliards d'euros, en dépit d'un environne-

ment pas toujours favorable.

Héritage de la crise des crédits immobiliers américains à risques dits « *subprime* », les actifs toxiques gérés « *en extinction* » par une équipe spécifique pèsent désormais pour 625 millions d'euros sur les résultats en 2010. C'est moins que ce qu'avait anticipé la banque, qui tablait sur une fourchette allant de 700 millions à 1 milliard d'euros. Reste à savoir à quelle vitesse elle réussira à s'en débarrasser, d'autant qu'ils peuvent encore subir des dépréciations.

Pour les activités de marché de la BFI, la situation reste toutefois un peu « *poussive* », note M. Nijdam. Elles sont en recul de plus de 32 % en 2010, après une année exceptionnelle en 2009. Elles ont pâti d'une concurrence renforcée mais aussi de la crise des dettes souveraines.

Pour 2011, la banque espère mettre en réserve une bonne partie de ses résultats – M. Oudéa mise sur 85 % – pour contribuer au renforcement des fonds propres exigé par le nouveau cadre réglementaire dit de « *Bâle 3* ». La banque reversera un dividende de 1,75 euro et propose une option de paiement en actions. Comme ses concurrentes, la Générale doit s'adapter à ces normes bancaires plus strictes. Ce qui ne l'empêche pas de maintenir son objectif pour 2012 : un résultat net d'environ 6 milliards d'euros. ■

Cécile de Corbière

Sur France Info
Olivier Emond
"En direct du Monde"
du lundi au vendredi à 21h25
avec **Le Monde**

l'info à vif
france-info.com